

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18981 - 73ÈME ANNÉE

Le but de l'offensive contre la SNCF et les fonctionnaires

Briser les syndicats pour accélérer l'accroissement des inégalités

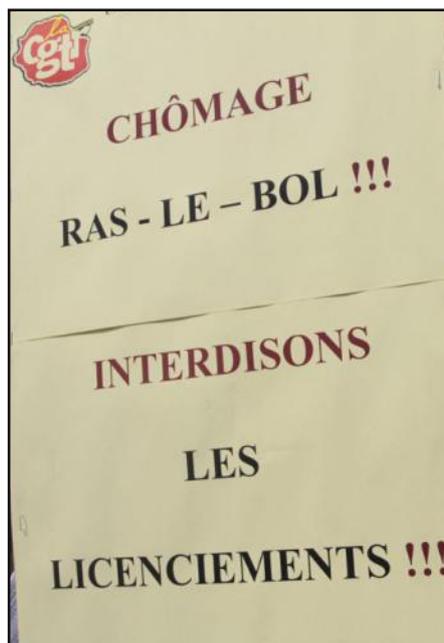
À la suite de la loi El-Khomri, les ordonnances Macron ont affaibli les syndicats. Le gouvernement a également lancé l'offensive contre la SNCF. Le choix de cette cible découle de la forte implantation des syndicats dans ce service public. Les gouvernements de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne avaient d'abord focalisé leurs attaques contre les syndicats. Une fois qu'ils eurent été suffisamment affaiblis, le programme d'accroissement des inégalités a pu être alors mis en œuvre sans aucune difficulté, car validé par la majorité des parlementaires.

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs de la SNCF sont dans la lutte contre l'offensive anti-progressiste du gouvernement. Ce dernier veut supprimer le statut de cheminot. Il a trouvé une majorité encore plus forte que son groupe parlementaire pour voter pour ce texte. Le but est de faire à la SNCF ce qui s'est déjà passé dans l'ex-PTT, et dans l'ex-EDF-GDF. Si ce texte était appliqué, alors à compter de 2020, toutes les nouvelles embauches à la SNCF se feront sous contrat de droit privé, c'est-à-dire soumis à la loi El-Khomri et aux ordonnances Macron qui permettent de licencier plus facilement et qui affaiblissent les syndicats.

Si la grève à la SNCF peut apparaître bien loin des préoccupations des Réunionnais, il est important de rappeler qu'elle s'inscrit dans une stratégie qui a déjà été mise en œuvre dans d'autres pays, et qui a porté un lourd coup aux syndicats, ce qui a permis alors au pouvoir de mettre en œuvre sans opposition un programme visant à accroître les inégalités. Et là, les Réunionnais sont directement concernés.

Répression des aiguilleurs du ciel

Le premier précédent était aux États-Unis. L'élection de Ronald Reagan à la fin de 1980 marque la mise en œuvre d'un programme ultra-li-



bérale. Mais la condition de son application est de briser les syndicats. Ils sont particulièrement implantés chez les aiguilleurs du ciel, qui étaient alors tous des fonctionnaires fédéraux. En 1981, le gouvernement de Ronald Reagan profite d'une grève. Aussitôt, le président des États-Unis affirme qu'il ne fera aucune concession : les grévistes doivent reprendre le travail sous 48 heures sous peine de licenciement car ils enfreignent la loi, tel était son message. Plus de 11.000 furent mis au chômage du jour au lendemain et la grève s'arrêta. Les grévistes furent également interdits de postuler dans la fonction publique fédé-

rale, et plusieurs dirigeants syndicaux furent mis en prison. Les répercussions de cette grève affaiblit pour longtemps le mouvement social, et le programme d'accroissement des inégalités put être mis en œuvre sans obstacle.

Grève des mineurs

Le second précédent était en Grande-Bretagne. Le syndicalisme était particulièrement fort chez les mineurs. Grâce à la grève, ils avaient réussi à faire reculer plusieurs gouvernements, de droite ou de gauche, qui voulaient s'attaquer aux conquêtes sociales. Aussi, ils étaient une cible à abattre pour les conservateurs qui étaient revenus au pouvoir. En 1984, le gouvernement de Margaret Thatcher déclencha la grève en annonçant, sans concertation avec les personnes concernées, la fermeture de 20 puits de mine. Et il envoya des policiers contre les piquets de grève. La grève a duré plus d'un an. Elle a fait trois morts, de nombreux blessés et 11.000 grévistes ont été arrêtés. Comme celui de Ronald Reagan, le gouvernement de Margaret Thatcher n'a fait aucune concession. Il fit même voter une loi rendant illégaux les piquets de grève, et une autre interdisant les grèves de soutien aux mineurs. Après plus d'un an de lutte, et donc plus d'un an sans salaire, les mineurs finirent

par céder. Ce fut un coup tellement rude porté aux syndicats que depuis 1985, les gouvernements britanniques de toutes tendances politiques ont pu imposer une politique de casse sociale qui a accentué les inégalités et augmenté la précarité.

SNCF et fonction publique : dernier bastion

Force est de constater des similitudes dans la méthode entre le gouvernement et ceux de Reagan et de Thatcher. Le programme vise clairement à aggraver les inégalités. Et comme aux États-Unis et en Grande-Bretagne dans les années 1980, les

dirigeants de la France d'aujourd'hui ont bien compris que les syndicats sont un obstacle décisif à leur projet. D'où l'idée de lancer la première offensive à la SNCF, là où les syndicats sont particulièrement bien implantés. Le gouvernement compte y remporter une victoire décisive qui portera un coup à tout le mouvement social. Puis il miserait alors sur cette dynamique pour faire tomber le dernier bastion : les syndicats de la fonction publique. S'il arrivait à briser le mouvement social, alors le pouvoir pourrait déployer tranquillement sa politique d'inégalité des revenus. Ce n'est pas une Assemblée nationale largement dominée par le parti présidentiel qui pourra contrecarrer ce plan. À La Réunion, plus de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et le taux de chômage est trois fois plus important qu'en France.

Toute politique visant à accroître les inégalités accentuera encore davantage la crise dans notre île, agrandissant le fossé entre les bénéficiaires du système et la majorité des abandonnés.

M.M.

Situation très préoccupante à Madagascar

Samedi, des milliers de personnes ont décidé de se rassembler à Antananarivo pour protester contre la loi votée le 4 avril pour l'organisation des élections générales à la fin de l'année. Cette manifestation était interdite par le gouvernement. Elle a été violemment réprimée, trois morts sont dénombrés.

À Madagascar, le pouvoir a fait voter des lois électorales qui concerneront la prochaine présidentielle prévue à la fin de l'année. Ce texte est combattu par l'opposition. Des députés de cette mouvance ont appelé à une manifestation samedi à Antananarivo. Elle a été interdite par le gouvernement. Des milliers de personnes ont bravé l'interdiction, elles ont été sévèrement réprimées. Les affrontements ont fait trois morts. Les galets ont répondu aux gaz la-

crymogènes et aux balles en caoutchouc tirées par les policiers. Ces derniers ont ensuite tiré en l'air à balle réelle pour faire reculer la foule. Ils durent alors battre en retraite.

Les députés de l'opposition se sont ensuite adressés à la foule depuis l'hôtel de ville d'Antananarivo. Ils ont demandé que le mouvement se poursuive par des rassemblements quotidiens jusqu'à ce que le gouvernement démissionne.

Cette manifestation est un révéla-

teur d'une crise de confiance entre le pouvoir et la population. Et sa répression a eu de graves conséquences, car elle a fait plusieurs morts.

À Madagascar, quand une répression ordonnée par un gouvernement produit de tels drames, cela peut aller jusqu'à un changement de pouvoir. Cela s'était notamment produit en 1972 et en 2002. Autant dire que la situation est très préoccupante à Madagascar.

In kozman pou la rout

« Roprosah pa kouto kékshoz, si volaye i kriy l'èr ou i tyé ali »

Néna demoun i manj pa la vyann. Demoun i di zot lé végane, donk vézétarien si zot i vé. Néna d'ot i manj la vyann donk zot la pa végane. Sak i manz la vyann i doi aprann volaye vivan i fo ou i tyé ali : soi ou i kass pa la tête pou sa, soi ou i gingn in shok dann kèr kan ou i tyé ali. Si volaye i kriy, kisa l'otèr ? Lo kouto k'i koup pa in n'afèr in sèl kou ? La ash pars èl lé bréshé ? Tout fason lé pli fasil fé port la fote dsi lo zoutiy ké dsi lo moun. Mé a bien oir sé l'moun l'otèr si volaye i kriy : in zoutiy la pa respobnsab pou arien sa ! lo moun oui. Donk i fo pa ou i tronp responsabilité é sé sa ké nout kozman i aprann anou. In légzanp : la pa la météo l'otèr si kou d'van i ariv. La pa lo ronm l'otèr si ou i boir sou. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

Changement climatique : 500 à 600 euros le mètre cube d'eau potable

Réagissant à un article publié par Témoignages, un lecteur du Cap-Vert a adressé un message dans lequel il explique les conséquences de plusieurs années de sécheresse dans son pays :

« Habitant à Boa Vista, je ne peux, hélas, que confirmer l'état critique de l'agriculture et des sols de notre île.

Depuis trois ans maintenant, les pluies de septembre et d'octobre manquent, les animaux meurent, les nappes phréatiques sont salées.

Pourquoi ? Simplement parce que les constructeurs de toutes origines ont utilisé l'eau douce fossile des puits leurs constructions. D'autre part, les autorités locales ont accepté la présence d'un cheptel bovin et chevalin qui a complètement détruit la fragile couverture végétale préexistante. Les mêmes autorités ont également procédé à l'élimination d'une grande partie des acacias, augmentant ainsi l'érosion des quelques terrains agricoles encore disponibles.

Les quelques zones humides restantes sont exploitées par des opérateurs agricoles pour développer l'élevage intensif de volailles et porcins.

À cela, il faut ajouter avec regret, la volonté affichée des grands tours opérateurs, qui utilisent cette triste réalité à des fins touristiques.

La population est maintenant dans l'obligation d'acheter de l'eau potable importée, 1 mètre cube d'eau potable coûte entre 500 et 600 euros, et les bouteilles vides jonchent le sol. »

Le Cap-Vert est un archipel d'origine volcanique au large de l'Afrique de l'Ouest. Et comme à La Réunion, il a subi plusieurs années de sécheresse. Cela a conduit à un bouleversement pour la consommation d'eau. Et aujourd'hui le problème de l'accès à l'eau potable se pose, car la population est contrainte de boire de l'eau en bouteille.

Avant cette sécheresse, qui aurait pu imaginer une telle situation ? Ceci rappelle que les effets du changement climatique peuvent se manifester brusquement. Et La Réunion n'est pas à l'abri d'une pareille catastrophe, car elle est une île, avec des ressources limitées en eau.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

La réalité, sé la réalité ! La vérité sé la vérité ! Tanpir pou sak i grins lo dan

Mé zami, mé zamiz, mi sava dir azot in n'afèr é aprésa sré pa étonan zot i pran amoin pou in makro d'bor, in vandèr d'kours, donk in trète pou la koz rényonèz é par raport la kiltir rényonèz... Zot i rapèl, in zour, Paul Vergès té dann la klandéstitinité é li té paré fé in diskour dann kann kékpar dann sid-Granboi si i tronp pa.

Dann son diskour li té i di in n'afèr é sète afèr la i doi fé réfléshir anou. Kosa li té i di ozis : ni sort in pèp i v ienn l'afrik, ni sort in pèp i vienn madégaskar, ni sort in bann zil i apèl komor, in bann péi i apèl La shine, l'Inn... l'érop é li téi ashèv dir, tout banna sé nout zansète é domann pa nou pou dényé inn an parmi nout bann zansète. Ni pran tout tèl ke sé. Sa lé inportan pars anou kominis, nou la touzour vouli dir ni dényé pa nout bann zansèt sof l'androi zot é s zot i sort l'erop la pa pou nou pou rojète azot. Mi souvien kèl kalité tangaz in pé la fé kan La Réjyon téi vé fé la MCUR. Bann falsifyèr nout l'istoir la di épi rodi nou téi vé ronons nout zansète l'erop. An kat ti mo, bann révizyonis nout l'istoir zot mèm té i vé akiz anou fé lo révizyonism. Alé oir sa lé fo é arshi fo pars lo bann promyé pou rovandik nout bann zansète lété bann kominis zot mèm - lété nou mèm.

Papa Robinet de la Serve té in moun téi sort La Frans mé lo bann promyé zabitan La Rényon lété bann malgash. Edmond Albius invantèr la fégondayon artifiziyèl la vaniyé té in désandan l'afrik. I di pa près san mil zangazé téi sort l'Inn. I di pa in bann kouli téi sort Tonkin. Zèsklav, zangazé an kantité la sort Madégaskar. Téxeiré la donn Tèshèr. Térinca té pa catherine déviré dovan dèyèr é enilorac sa lété Caroline si mi tronp pa. Simikoudza Simicourba, lété pa in komor demoun l'apèl starane. Momon lislét Geoffroy lété p in prinsèsse téi sort La Guinée. L'ané 1848 la trouv près soisant mil nom pou done bann zèsklav afranishi.

Alor siouplé, si ni di ni zète pa dann poubèl nout bann zansète téi sort in pé tout l'androi dsi la tèr, la pa bézoin dir nou lé révizyonis, sansa nou lé trète, mé nou lé simploman fidèl par raport la réalité. Si la réalité néna in pé tout koulèr, lé konmsa é pa otroman é ni pran ali tèl ke sé, tèl ke listoir nout péi la di anou koman li lé. Sak i pans pa konmsa : sak i voudré nout tout lé éropéin, sansa pèrsone rant nou i sort l'érop ébin tanpir pou zot, pars pou nou lé konmsa, san foi konmsa.

Justin